

TVA VS TVE

**Pour une responsabilité
environnementale 100 %**



**REFAIRE LE MONDE
PLUTOT QUE LE DETRUIRE**

Les cinq principes du Sink Tank

Parmi les crises que nous traversons, le bouleversement climatique est la seule qui nous **impose d'agir**.

Tous les scientifiques l'affirment : si nous n'avons pas totalement repensé nos modes de production avant le milieu du siècle (*disons, 2048*), nous habiterons une planète invivable d'ici la fin du siècle (*vers 2084*). Or, paralysés par une économie et une politique à bout de souffle, **nous n'arrivons même pas à faire le minimum**, comme respecter nos engagements de l'Accord de Paris.

Soyons clairs : nous n'y arriverons pas.

L'effort est trop important. Si nous voulons vraiment éviter le pire, il faut changer radicalement.

Pour rendre possible l'impossible, le Sink Tank explore la voie d'une injection d'argent massive et inédite, à tous les étages de la société, selon cinq principes :

1. Pour qu'un changement radical soit accepté par la majorité, il faut bousculer notre **société de consommation** le plus profondément possible, sans y renoncer, et sans faire peur avec une révolution anticapitaliste dont personne ou presque ne veut.
2. Pour faciliter la révolution écologique, il faut repartir sur des bases plus saines, renouveler notre **contrat social**. Nous proposons le remplacement de tous les impôts sur les particuliers par un **impôt sur les revenus et le patrimoine**, identique pour tous, pour financer les services publics essentiels.
3. Pour une consommation responsable, remplacer tous les impôts sur les entreprises par une **taxe unique sur l'impact environnemental**. À chacun de payer selon sa responsabilité, selon son empreinte. Cette taxe permettra de financer massivement la révolution écologique : recherche scientifique, investissements dans les infrastructures, subventions...
4. Pour soutenir la transition et faciliter la consommation et l'emploi responsables, remplacer les prestations sociales par un **revenu citoyen** de 900 € par adulte et 300 € par mineur, versé à tous sans condition, et financé par une pure **création monétaire**.
5. Pour que la révolution écologique ait lieu, il faut combattre les dogmes existants. Toutes nos réflexions sont donc portées sous forme de **dialogue, citoyen, en langage familier**. Pour que ça parle à chacun et que chacun en parle, pour que la question écologique soit, enfin, incontournable.

QUI ME PARLE ?

Une note éditée et publiée par

Le Sink Tank

www.lesinktank.org

Nos textes sont écrits sous forme de dialogue, en langage le plus familier possible, et le plus souvent anonymes. Le dialogue se prêtant mal à l'écriture inclusive, nous conservons parfois une écriture genrée. Cependant, le genre de l'auteur-e et de l'interlocuteur-riche varie selon les publications, et les tournures neutres (épiciènes) sont privilégiées.



Cette note est sous licence
creative commons **CC-BY-NC-ND**

Vous pouvez partager, copier, reproduire, distribuer, communiquer l'œuvre, par tous moyens, sous tous formats, sauf à des fins commerciales, sans modification et dans son intégralité.

*Pour toute utilisation, il est obligatoire de citer : **Le Sink Tank** (www.lesinktank.org).*

*Par ailleurs, l'éditeur autorise les utilisations supplémentaires suivantes : les citations, longs extraits et reproductions partielles sont autorisés aux mêmes conditions (citation de l'auteur : **Le Sink Tank** (www.lesinktank.org), et absence de but commercial).*

Pour toute modification, adaptation ou traduction, prenez contact avec le Sink Tank.



LES AUTRES NOTES DU SINK TANK

Penser la révolution
écologique

(002)

Win win win

pour un New Deal écologique

(003)

TVA vs TVE

pour une responsabilité
environnementale 100 %

(004)

Money Money Money

pour un revenu citoyen financé
par création monétaire

Agir pour la révolution
écologique

(001)

Sink Tank

c'est quoi, ce think tank ?

Toutes nos publications sont disponibles en téléchargement gratuit sur :

www.lesinktank.org



NOTE 003

TVA vs TVE

**Pour une responsabilité
environnementale 100 %**



TVA, TVE, tu veux nous rajouter encore une taxe ou quoi ?

Non, tu peux te détendre, c'est exactement l'inverse.

Aah, tant mieux. Raconte.

Ce que nous proposons, pour repartir sur un *New Deal*, sur un nouveau Contrat social, un vrai élan collectif, c'est de supprimer toutes les taxes, tous les impôts et toutes les cotisations existant, tout sans exception (si en fait, deux exceptions, la TVA intracommunautaire parce qu'on est obligés, et quelques



« recettes d'exploitation », comme par exemple les abonnements à la piscine).

Ça commence bien.

Je ne sais pas si tu es ironique, mais je continue.

Tous ces impôts, toutes ces taxes et toutes les cotisations sociales, on les remplacerait par deux nouveautés.

Pour les ménages, l'impôt sur les revenus et le patrimoine (IREP), dont on parle dans la note n°002, *Win Win Win*.

Et pour les acteurs économiques (c'est-à-dire tout le monde, les entreprises, mais aussi les ménages et les administrations), nous proposons donc la Taxe sur la Valeur Environnementale, qui pourrait aussi s'appeler Taxe sur la Valeur Externalisée, mais c'est moins joli.

Dans le monde d'avant, les impôts et autres rapportaient à l'État et aux administrations 1145 milliards d'euros (dans cette note, tous les chiffres budgétaires mentionnés ont été arrêtés au 31 décembre 2019, dernier budget « normal » avant le Covid).

Avec notre système à deux taxes, on ne prélèverait plus que 925 milliards. Ça fait donc gagner à la société dans son ensemble plus de 200 milliards, auxquels s'ajoutent 200 milliards supplémentaires versés en revenu universel, ce qui veut dire que les Français et les Françaises auront un paquet d'argent en plus dans la poche, et on ne parle pas des investissements publics, qui vont doper l'économie de la transition écologique.

Mais c'est énorme ! Du coup on va consommer plus, et donc renforcer le problème écologique ?

Ce serait stupide, vu que notre but est exactement l'inverse : résoudre la menace écologique. Pour te donner une idée générale de l'esprit de nos propositions, regarde le petit schéma page suivante, et si tu veux creuser certains points, d'autres courtes notes comme celle-ci t'attendent sur notre site.

Le but du Sink Tank est de promouvoir la révolution écologique.



C'est-à-dire : (1) donner envie de changer le monde en montrant que des solutions existent, qu'elles sont désirables et que personne ne va y perdre ; (2) proposer des idées pour que chacun puisse accomplir sa propre transition écologique, à la hauteur de ses moyens et de ses responsabilités. Rappelle-toi que toute cette note a été rédigée dans cet esprit.



Mais effectivement, continuer à consommer autant, aussi mal, voire à consommer davantage, c'est le risque, et c'est pourquoi la TVE est si ingénieuse.

Elle vise **trois objectifs**.

Le premier, c'est sa raison d'être, c'est de collecter l'argent qui financera la *planification écologique* : investissements publics, financements massifs pour la Recherche, subventions ou prêts à taux zéro pour le plus grand nombre d'initiatives possible...



Le deuxième, c'est *d'inciter les entreprises* à dépenser leur « nouvel argent disponible » dans des dépenses de transition écologique.

Et le troisième, c'est de s'assurer que *ce que l'on consomme est au juste prix*, c'est-à-dire un prix incluant le coût environnemental de la production. Dès lors, ça encouragera à acheter les produits et services « vertueux » plutôt que les plus nocifs.

La TVE permet aussi de jouer sur deux leviers psychologiques fondamentaux. *La liberté* : chacun continue à produire et à consommer ce qu'il souhaite. *La responsabilité* : chacun fait ce qu'il veut, mais doit réparer les conséquences environnementales de ses actions.

Ça m'a l'air parfait et très intéressant. On peut s'arrêter là.

Vraiment ?

Bien sûr que non, explique, on veut savoir tous les détails. Un impôt qui ne nous la met pas à l'envers, ça n'existe pas.



La TVE, pour quoi faire ?

Bon alors raconte, combien ça coûte cette histoire ?

Doucement, doucement. D'abord on va se dire pourquoi la TVE, si tu veux bien.

Vu que c'est toi qui écris, c'est toi qui décides.

Notre objectif général, c'est de repenser notre économie pour permettre la transition écologique, pour « décarboner » au maximum notre production. Et l'objectif particulier de cette nouvelle taxe, c'est de financer les dépenses de transition. Mais avant de chercher à résoudre le problème, vérifions qu'on le comprend bien.



D'abord, c'est quoi les services publics environnementaux aujourd'hui ? Il y en a déjà quelques-uns : énergie, transports, logement (isolation, rénovation...), gestion des déchets, gestion de l'eau potable, lutte contre la pollution ou encore préservation de la biodiversité. Ils représentent environ 8 % des dépenses publiques, un peu plus de 100 milliards d'euros.

Les taxes qui servent à les financer ne sont pas moins nombreuses : taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (sur l'essence notamment, 31 milliards d'euros), d'autres taxes sur les énergies et l'automobile (taxes sur l'énergie électrique, IFER sur les entreprises de réseaux, taxes sur les pylônes et taxes diverses sur les automobiles, pour un total de 6 milliards d'euros), contribution au service public de l'électricité (8 milliards), versements transports (9 milliards), taxe d'enlèvement des ordures ménagères (6 milliards) ou encore taxe pour le fonds d'aide au logement (3 milliards).

N'oublions pas les recettes d'exploitation des services publics environnementaux, comme les titres de transports ou les factures d'eau potable, dont le total est difficile à identifier, quelques dizaines de milliards d'euros. Les usagers payent leur eau en fonction de leur consommation, ils achètent leurs titres de transport, il payent une taxe ou une redevance pour la collecte des déchets, mais leur prix ne couvre pas tout. Ces dépenses sont souvent subventionnées par l'impôt (presque un quart sont classées en « subvention » dans la comptabilité nationale).

Enfin, ces services publics environnementaux sont assurés de façon mixte, soit par des acteurs privés (des géants comme Veolia, des fournisseurs d'électricité, des dizaines d'entreprises de collecte des ordures...), soit par des administrations (qui proposent le service en régie, c'est-à-dire par le travail de leurs propres agents), ou encore par des entreprises publiques (EDF, SNCF et tant et tant d'autres). Selon les modalités, le service n'est donc pas parfaitement égal partout (même si les écarts sont faibles), et, surtout le prix du service inclut ou non une marge commerciale pour l'opérateur.



Où veux-tu en venir avec cet inventaire ?

Comme tu le vois, les acteurs, les dépenses et les recettes sont nombreux. Et pourtant, as-tu le sentiment que cela fonctionne ?

Eh bien, il parait que la qualité de nos services publics est plutôt dans la fourchette haute des pays industrialisés, non ?

Certes, les déchets, les transports, l'eau, tout cela marche plutôt pas mal, mais n'a-t-on pas un petit problème qui subsiste ?

Tu veux dire le réchauffement climatique ?

Voilà !

Pourtant, on agit en la matière ! La Convention Citoyenne sur le Climat a débouché sur une Loi Climat en 2021, le plan de relance post-covid de 2020 comprend plein d'investissements verts...

On ne va pas rentrer dans des débats politiques, mais n'importe quelle source médiatique, même peu exigeante, te démontrera que ces plans sont notoirement insuffisants, et qu'à côté des dépenses favorables à l'environnement (seulement 28 des 100 milliards du plan de relance), ils continuent à encourager une consommation et une croissance qui, à long terme, augmenteront notre empreinte. Certes, on fait plus ou moins bien tourner la boutique, certes, les bonnes années, on réduit – laborieusement – notre empreinte, mais à un rythme bien trop faible, et on n'a pas vraiment commencé à s'attaquer aux causes profondes du changement climatique.

Or, les scientifiques sont désormais unanimes pour reconnaître l'existence du changement climatique, pour dire que c'est de la faute de l'activité humaine, et pour dire qu'il y a urgence à bouleverser *profondément* nos modes de production si l'on veut réduire les dégâts *colossaux* qui s'annoncent.

Oui mais il y a des scientifiques qui...



Désolé, je te coupe mais on ne va pas tenir ce débat. Si tu es climato-sceptique, on ne peut presque rien pour toi¹.

Mais tu viens de dire qu'on devait se mettre d'accord sur la compréhension du problème.

Oui, sur sa compréhension. Pas sur son existence. Le changement climatique, il est certain, sa cause, l'activité humaine, elle est certaine, mais qu'est-ce que ça implique ? C'est de ça qu'on discute.

Il est certain que c'est l'industrialisation de notre activité économique qui a détérioré notre environnement. Reprenons nos dépenses environnementales : logement, énergie, transports, gestion des déchets, gestion de l'eau potable, lutte contre la pollution, préservation de la biodiversité (8 % des dépenses publiques, 100 milliards d'euros). Si l'on compare les sociétés agricoles (jusqu'à la Révolution industrielle, au XVIII^e siècle) avec notre société contemporaine, c'est le jour et la nuit.

Dans la vie agricole, toute la famille, sur plusieurs générations, habitait sous le même toit, le logement était gratuit ou presque. On travaillait à la ferme ou au village, la notion de transport, de déplacement, n'existait presque pas. La société produisait peu de déchets, tout ou presque était réutilisé ou servait d'engrais. L'eau potable était certes un peu plus difficile d'accès (elle n'était pas *courante*), mais elle n'avait pas besoin d'être *assainie*. Quant à la protection de la biodiversité ou la lutte contre la pollution, ce n'était tout bonnement pas un sujet.

Les déchets, l'énergie, l'assainissement de l'eau, les routes, tout cela ce ne sont donc pas des *services publics*. Ce sont des besoins qui ont augmenté avec notre activité, c'est la réparation des *externalités négatives* générées par nos activités individuelles.

Attends attends, c'est quoi une externalité négative ?

C'est un coût qui est « extérieur » au prix, une propriété du bien ou du service vendu qui crée un dommage qui n'est pas payé par le producteur ni par l'acheteur.

¹ Guette juste la publication prochaine de la future note « *Le pari de l'île Pascale* ».



Comme les effets secondaires d'un médicament ?

Oui, un peu.

Pour être très schématique, quand tu achètes un vêtement, tu payes la marque qui te le vend, son usine de confection, le coton qu'elle a acheté, mais tu ne payes pas la pollution du porte-conteneurs qui l'a acheminé jusqu'à toi, ni le coût de dépollution de la rivière dans laquelle l'usine a relâché les détergents qu'elle a utilisés.

Pour une très large part, nos dépenses environnementales sont la correction *d'externalités négatives* liées à l'industrialisation de notre société. Mais fondamentalement, devoir lutter contre la pollution de l'air parce que des dizaines de milliers de gens ont décidé de s'agglutiner en voiture dans des bouchons, parce qu'ils veulent tous travailler au même endroit à la même heure, c'est une drôle d'idée. Dépenser des impôts pour recycler les emballages et les produits toxiques que nous accumulons dans nos poubelles, c'est une drôle d'idée, ça n'a rien à voir avec le service public.

Laisser pousser les poubelles dans les rues, ce serait pire, c'est mauvais pour l'hygiène et la santé publique... il y a donc bien une externalité positive à la collecte des déchets ?

Eheh, c'est un bon réflexe de s'interroger sur les effets secondaires. Mais je dirais plutôt que l'impact sanitaire des déchets est une externalité négative supplémentaire.

Mais si on ne le fait pas, c'est pire.

Qui a dit « qu'on » ne devait pas le faire. Mais une des bonnes questions à se poser, c'est : c'est qui, « on » ?

Ce que nous appelons « services publics environnementaux », les employeurs pourraient très bien l'assumer. Organiser leurs propres réseaux de transport collectif : certaines grosses sociétés ont d'ailleurs des systèmes de navettes pour rallier des gares à leur siège social. Il n'y a pas si longtemps, les industriels de la boisson traitaient eux-mêmes leurs emballages, via la consigne



(ils laissent désormais la collectivité s'en occuper pour eux). Alors, les entreprises te diront qu'elles payent mille taxes. Elles n'auront pas entièrement tort. Mais en dernière analyse, les entreprises ne payent pas vraiment de taxes.

Pourquoi ?

C'est un débat technique, mais parce que les taxes sont généralement plutôt supportées par les consommateurs que par les producteurs (on en reparle dans quelques pages).

Et surtout, parce qu'une entreprise n'existe pas vraiment, derrière elle, le circuit de l'argent commence et finit toujours par des individus : son propriétaire, ses actionnaires... Ce qu'ils payent en impôt sur les sociétés, ils l'auraient payé tôt ou tard en impôt sur le revenu, et vice-versa.

Et de fait, les ménages en payent plein des taxes. Ils en payent tant qu'ils ne peuvent pas en payer plus. Faut-il te rappeler la réaction à la taxe écologique sur les carburants ?

Les administrations prennent elles aussi une partie à leur charge, via les subventions.

Mais en réalité, entre les dizaines de taxes différentes, les centaines de subventions, et les milliers d'acteurs concernés, ce qui est certain, c'est que nul ne sait combien il paye exactement de taxes, ni quelle part est vraiment employée à l'action environnementale.

Et c'est grave docteur ?

Ce qu'il manque, c'est du sens, de la transparence, de vraies incitations. On paye beaucoup, mais rien n'est clair : est-ce que ça repose sur les entreprises ou sur les ménages, est-ce qu'on connaît le quart de ces taxes, est-ce qu'elles ont la moindre influence ?

Si le problème environnemental n'est pas bien traité, c'est aussi parce que nous le prenons tous un peu en charge, mais jamais chacun à la bonne hauteur.

Et c'est quoi la bonne hauteur ?



La bonne hauteur, c'est celle de chaque geste.

Si les externalités négatives environnementales étaient corrigées à leur juste prix, ça se saurait ! Nous n'avons pas assez de transports en commun, nous produisons trop de déchets, nous consommons trop de ressources non renouvelables, nous isolons mal nos bâtiments... Encore une fois, en d'autres termes : le « *prix économique* » que nous payons lorsque nous consommons n'inclue pas l'intégralité du coût social de leur production. Il intègre une petite partie des externalités négatives, les plus visibles, celles que nous traitons jusqu'à présent, mais pas leur totalité, très loin s'en faut.

Dès lors, à chaque achat que nous effectuons, à chaque geste, la situation écologique empire.

C'est cette spirale qu'il faut briser.

La solution pour sortir le plus rapidement possible de la crise écologique, c'est que chaque geste devienne écologiquement neutre ou positif. Il faut que l'ensemble de la société intègre, dans tous ses coûts, le coût environnemental.

Pour que la transition écologique advienne vraiment, avant qu'il ne soit trop tard, il faut qu'on s'y mette tous.

Ça sonne comme le discours écologique bien-pensant, là, les petits gestes dont on est tous responsable.

C'est pas notre genre. Écoute l'histoire du colibri.

LES COLIBRIS ET LES RADARS DE SARKOZY

Tu la connais, l'histoire du colibri ? Dans cette fable, il y a un grand incendie de forêt, le petit colibri prend une goutte d'eau



dans son bec et vole éteindre le feu, les autres animaux se moquent de cette petite goutte, et le colibri leur rétorque, de sa petite voix, qu'au lieu de critiquer, si tous les animaux faisaient comme lui, le feu serait éteint. Chacun doit faire sa part.

Alors, qu'on soit tous, toi et moi, plus on moins colibris, oui, c'est bien évidemment utile, voire indispensable : éteindre sa lumière, essayer de manger moins de viande, trier ses déchets... il le faut !

Mais, selon l'étude la plus complète du Shift Project, si l'ensemble des Français étaient *héroïques* et réduisaient leur empreinte au plus bas (plus de voiture individuelle, tout le monde végétarien...), on n'atteindrait que 25 % de réduction de notre empreinte carbone. Or, l'Accord de Paris vise 80 % (et il est déjà insuffisant) !

Ça veut dire qu'on est foutus ?

Non, mais ça veut dire que les trois quarts de l'effort à entreprendre dépassent l'individu. Car tu vois, il y a les petites gouttes, celles des colibris, il y a les plus grosses gouttes, et puis il y a les Canadiens. Tu vois la différence entre : « éteins la lumière avant de partir » et « dépense cinq mille euros pour isoler ta maison » et avec « l'État investit 50 milliards d'euros pour remplacer la voiture par des trains » ?

Toutes les actions ne se valent pas, et tout le monde ne peut pas être le colibri qu'il voudrait. Surtout si le petit colibri est matraqué de publicité nuit et jour pour poursuivre sans limite sa consommation.

Les colibris, c'est mignon, mais je suis allé voir sur Internet qui sont leurs prédateurs, eh bien figure-toi qu'il y en a peu, mais ils en ont tout de même : ce sont les *rapaces*. N'est-ce pas drôle et bienvenu ?

« Chacun » n'est pas l'égal de l'autre. Les plus gros consommateurs de ressources doivent changer plus, et plus vite. Les grosses entreprises et les États sont les premiers concernés. Certains très



gros rapaces doivent tout particulièrement agir alors qu'ils ont – du moins le croient-ils – de l'argent à perdre dans l'opération.

Il nous faut tous, particuliers, administrations et entreprises, et de façon coordonnée, changer nos comportements pour consommer beaucoup moins de ressources et réduire nos émissions. C'est cela qu'il faut : faire adopter, à tous les acteurs, à toutes les échelles, des changements massifs de comportement.

Pour faire changer les comportements, il existe trois approches. Vu l'ampleur du problème, il faudra les mobiliser toutes les trois.

D'abord, *le choix moral* : je change de comportement si je considère que c'est juste et bon. La cause écologique est noble, il faut la valoriser davantage, en faire la première des priorités.

Ensuite, le choix économique : je change de comportement parce que cela me coûte moins cher ou parce que c'est plus pratique, à coût égal. Là, on n'y est pas. Les comportements écologiques sont la plupart du temps coûteux, en temps comme en argent, ou demandent des investissements. La ligne de train inexistante, je ne peux pas la prendre. Changer son isolation, beaucoup de ménages n'ont pas assez d'argent pour le faire sans emprunter. Il faut donc des récompenses généralisées pour les comportements vertueux. *Il faut qu'agir de façon responsable soit rentable.*

Enfin, le levier de la peur de la sanction : il n'existe aucune pénalité ou presque pour les pollueurs et les consommateurs d'énergies fossiles. Emballe la nourriture dans du plastique, détruis les sols, verse tes eaux toxiques en mer, tue les poissons, brûle du diesel, fais ta vie, c'est pas bien je te gronde, mais c'est tout. Polluer, ça ne coûte rien, ou si peu. *Il faut des sanctions. Des trucs simples, des taxes par exemple.*

Mais attention, pas des mesurette isolées. À juste titre, elles ne passent pas (éco-taxe sur les poids lourds sous Ségolène Royal), car elles sont vécues, à raison, comme injustes (coucou les Gilets jaunes), et elles ne sont jamais ni assez nombreuses, ni systémiques. Il faut qu'au niveau politique, un système global de pénalité sur toute empreinte écologique soit mis en place.



Ce n'est pas si simple, on fait comment ?

J'ai encore bien en tête comment les automobilistes roulaient avant 2007. Ça me fait suer de citer Sarkozy, mais lorsqu'il a posé des radars partout, sur toutes les routes, du jour au lendemain la vitesse est drastiquement – et durablement – descendue. Il faut faire pareil, récompenser les consommateurs vertueux, mais il faut aussi mettre des « radars » dans toutes les entreprises, pour les taxer jusqu'à ce que nous modifions notre consommation et notre production, chacun à notre échelle et à proportion des dommages que nous causons.

Mais les sanctions, beaucoup de gens sont contre, ils pensent que les incitations sont plus efficaces...

Ils ont en partie raison. Mais les incitations, ça fait 40 ans qu'on en fait, et tu vois quel beau résultat on a atteint.

Donc oui, il faut conserver le côté incitatif, mais il faut aussi lui ajouter un côté plus punitif. C'est le premier objectif, que la TVE soit une taxe efficace, à la fois morale (juste), incitative (elle récompense les bons achats) et punitive (avec ceux qui produisent mal). Le deuxième objectif, il est sonnant et réverbérant : il faut que la TVE finance la révolution écologique.

Ok, et du coup combien chacun paye de TVE ?

D'abord, cherchons combien nous coûterait la transition écologique. Nous voulons prélever « ce qu'il faut », pas un montant absolu, donc partons de notre besoin.

FINANCER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

On a parlé de dépenses depuis le début, mais rappelons que raisonner juste par ce prisme, c'est prendre le problème un peu à l'envers.



Parce qu'une partie très importante de la transition écologique n'a rien à voir avec la dépense : elle repose sur la *sobriété*. C'est-à-dire sur l'énergie non dépensée, sur la chaleur non produite, plutôt que sur une action positive. Réduire son chauffage, privilégier le covoiturage, le vélo ou la marche, éteindre les lumières, faire couler le moins d'eau possible, ne pas acheter des produits suremballés, tous ces gestes bien connus, et tant et tant d'autres, c'est la sobriété, c'est indispensable.

La sobriété à grande échelle, c'est difficile ! Et tu viens de le dire, les colibris, ça ne suffit pas !

C'est vrai, c'est pourquoi le mot clé, c'est la responsabilité.

Si on veut conserver une liberté de consommer et de produire, tout en encourageant la plus grande sobriété possible, il faut que cette liberté s'accompagne de son indispensable contrepartie, la pleine responsabilité.

Tout le monde peut contester l'impôt, le trouver injuste, inique, punitif. Tout le monde peut trouver un salaire trop élevé, que l'on parle du SMIC ou des parachutes dorés. Tout le monde peut trouver qu'un bénéfice ou un taux d'intérêt est une escroquerie, une spoliation, ou au contraire amplement mérité. En revanche, personne ne peut dire : « *je n'assumerai pas mes responsabilités* ». Personne ne peut dire : « *tu ne peux pas me faire confiance, ma parole, mes actes, ne valent rien.* » Personne ne peut dire : « *j'ai salopé la baraque, nettoie à ma place.* »

Corriger les externalités environnementales, ce doit être la juste réparation du préjudice, à la hauteur du dommage causé, celle dont personne ne peut s'exonérer sans rompre la justice la plus élémentaire.

Mais qui doit payer ? Les entreprises j'imagine ?

Si on suit cette logique, puisque nous sommes tous responsables, nous devons tous payer, mais chacun à hauteur de notre responsabilité.

C'est pourquoi, pour corriger les externalités négatives écologiques à leur juste niveau, il faut un outil qui gère la



responsabilité de chacun, producteur et consommateur. Chaque geste vertueux doit être récompensé, chaque geste problématique doit être taxé. Je te l'avais dit : il faut poser des radars partout. Pour cela, il me semble que le plus naturel, le plus simple, le plus lisible et le plus responsabilisant serait de frapper le geste qui fait naître l'externalité : *la consommation*. Elle touche à la fois ceux qui produisent et ceux qui achètent.

Financièrement, c'est beaucoup, j'imagine ?

Puisque tu reviens aux questions matérielles : oui c'est une coquette somme !

Partons du fonctionnement actuel. Les dépenses d'équipement et écologique s'élèvent à presque 110 milliards d'euros. On doit les considérer comme « acquises », on ne va pas les réduire, puisqu'elles sont déjà insuffisantes pour couvrir les externalités négatives, et qu'il faut au contraire financer d'importants investissements pour la révolution écologique.

Combien coûterait-elle, pour la France ?

C'est pas évident d'avoir une réponse parfaite.

De nombreux spécialistes ont chiffré le coût de la transition jusqu'à 2050, permettant d'être conforme à nos engagements internationaux, dont l'Accord de Paris de 2015 (qui vise à limiter le réchauffement à moins de 2°C), et tous donnent des chiffres différents.

Il est difficile de comparer entre les modes de calcul, entre ce qui relève de la dépense nette (les investissements) et ce qui relève du coût net (les dépenses moins les bénéfices en termes d'emplois, de recettes fiscales, d'économie d'énergie, etc.). Les plus optimistes estiment le coût entre 0,1 % et 2 % du PIB, soit entre presque rien et une cinquantaine de milliards d'euros par an. Les scénarios pessimistes évoquent, au niveau mondial, une dépense de 50 000 à 90 000 milliards d'euros dans les quinze prochaines années (soit 3 300 à 6 000 milliards par an).



Mon étude préférée est celle de l'association Négawatt, qui évalue à la fois les efforts de sobriété (l'énergie non dépensée) et le coût des dépenses (d'investissement et de fonctionnement). Elle décompose les dépenses ainsi, de 2017 à 2050, soit 33 ans de planification :

- Énergie (pour 100 % d'énergies renouvelables d'ici 2050) : 4 200 milliards d'euros de dépenses, dont 1 200 milliards d'investissements, soit, en ne retenant que ces dernières, 36 milliards d'euros par an environ.
- Construction (rénovation et isolation) : 2 700 milliards d'euros de chiffre d'affaires du BTP, soit 80 milliards d'euros par an.
- Transports : 5 600 milliards de dépenses, soit 170 milliards par an, investissement et fonctionnement.

Le total s'élève à 290 milliards d'euros par an pendant 33 ans, créant presque 400 000 emplois dans les dix premières années.

300 milliards ??? T'es fou ?

Attention, ce n'est pas l'Etat qui dépense tout ça, c'est l'ensemble de la société, le privé comme le public.

Cette somme est élevée, et elle suppose que tout le monde s'y mette le plus vite possible. Il faut donc que l'ensemble des acteurs y soient fortement incités. Car les 300 milliards d'euros annuels sont lissés sur 33 ans, mais afin de bénéficier d'un effet d'entraînement et d'économies d'énergie le plus vite possible, il vaut mieux d'investir plus fortement au début, pour ensuite décélérer. C'est ainsi que Négawatt a conçu ses projections. D'autant plus que, plus nous attendons, plus les dégâts s'aggravent, et plus il sera coûteux de compenser la hausse des températures (en espérant que cela ne devienne pas tout bonnement impossible). Cette « prime de risque » doit également être intégrée au calcul.

C'est pas un peu beaucoup quand même ?



La transition a un coût, mais l'absence de transition a un coût bien plus élevé. Mieux vaut dépenser un peu trop (c'est pas perdu, ça crée de l'emploi) que pas assez.

Car les mêmes optimistes, ceux qui pensent que la transition coûterait environ 0,5% du PIB estiment tout de même que l'absence de transition coûterait 5 % de PIB en 2050, et jusqu'à 20 points ensuite. Ne rien faire serait dix à quarante fois plus cher !

Pour notre part, la somme que l'on estime nécessaire est de 400 milliards d'euros chaque année.

Donc ça, c'est la bonne dose ? Comment en être sûr ?

On n'en saura rien tant qu'on n'aura pas commencé !

Vu l'ampleur de la menace, il nous paraît plus raisonnable de porter l'effort le plus haut possible, et d'espérer avoir surévalué la dépense. Fixer un montant en la matière, ce sera toujours un peu arbitraire, mais ce n'est pas grave. Il faut être proche du besoin, même si l'on ne pourra jamais le chiffrer en mettant tout le monde d'accord.

Par ailleurs, il faut que la somme soit *inférieure aux impôts actuels*, pour libérer de l'argent pour la transition, mais il ne faut pas que le cadeau soit trop important (sinon les prix risquent de baisser, et donc la consommation d'augmenter...).

Nous voilà donc face à cet impératif : lever environ quatre cent milliards d'euros chaque année.

Facile, non ?

Eh bien je ne sais pas, mais en tout cas, pour simplifier, nous proposons donc d'instaurer notre TVE, une seule taxe efficace en lieu et place de dizaines de taxes inefficaces.



La TVE ou la responsabilité environnementale 100 %

Notre objectif est de taxer chaque geste de production et de consommation pour responsabiliser individuellement l'ensemble des acteurs.

Commençons par la bonne nouvelle et regardons à quoi nous servirait tout cet argent : la TVE, c'est pour payer quoi ?

Volontiers, 400 milliards c'est pas zéro.

Cette coquette somme est répartie en 6 types de dépenses.

(1) La TVE servira en premier lieu à financer les **services publics environnementaux actuels** (déchets, assainissement, transports...), pour 100 milliards d'euros. C'est la base.



(2) Pendant les premières années, elle sera également utilisée pour financer (pour au moins 50 milliards d'euros par an) les **dépenses de transition écologique publique**.

L'administration doit, elle aussi, isoler ses bâtiments, remplacer ses flottes de véhicules, etc. : le secteur public compte pour 10 % de l'empreinte carbone du pays. Mais elle doit aussi investir, par exemple en construisant des lignes de transports en commun. Et il est bon que l'administration parte la première. En effet, le marché mettra quelque temps à ajuster, à pouvoir fournir tous les services nécessaires et, en attendant, la sphère publique devra amorcer la pompe. En commandant massivement auprès des ressources existantes (le BTP, les énergies renouvelables), et en donnant, par la masse de sa commande, un signal fort aux industries, elle incitera le lancement de la production de biens et services vertueux (matières premières issues du recyclage, biens de substitution, services innovants...).

(3) Une partie sera affectée à l'augmentation des **dépenses de santé** (pour environ 40 milliards d'euros). Ce serait la seule exception au financement égalitaire des services publics universels² : les produits nocifs pour la santé payeraient leur externalité (tabac, alcool, produits trop gras, trop sucrés, trop salés, utilisation de produits chimiques dangereux...).

(4) Une part conséquente de la TVE sera consacrée à l'investissement : **recherche scientifique, subventions, et prêts à taux zéro** pour des milliers de projets concrets.

Car si la science et la technologie ne nous sauveront pas à elles toutes seules, les possibilités exponentielles que nous offre le progrès scientifique sont tout de même *l'une des portes de sortie* de l'impasse. Elles ne peuvent pas nous sauver, mais elles peuvent *contribuer* à nous sauver, si nous investissons massivement, si nous orientons tous les efforts de recherche dans la bonne direction.

² Voir note n°002 *Win Win Win, pour un New Deal écologique*.



Il faudra donc financer très largement des appels à projet de dimension internationale en matière d'agroécologie, de biomimétisme, de matériaux alternatifs, de recyclabilité, d'énergies renouvelables, de smart grids, de batteries... La puissance publique devra payer les meilleurs scientifiques et orienter tous leurs travaux pour proposer, en open source ou à bas coût, le plus grand nombre de solutions scientifiques et technologiques pour la révolution écologique. Expérimentons des solutions de captation des gaz à effet de serre, de nettoyage des eaux, de refroidissement du pergélisol... Tout simplement, plantons des arbres, mais sérieusement, dans une démarche planifiée d'agroforesterie. Faisons foisonner tous les possibles, qui sont déjà identifiés et nombreux, et industrialisons tout ce qui est prometteur.

Avec des laboratoires abondamment financés, et avec l'incitation de toutes les entreprises, via la TVE, à orienter leur business model vers une production propre, nous mobiliserons toutes les intelligences à la résolution de nos problèmes.

C'est pas un peu angélique comme vision ?

Au contraire : beaucoup de solutions existent, elles ne sont pas appliquées faute de volonté politique ou de moyens financiers. La planification écologique, financée par la TVE, le permettra. Et pour les solutions qui n'existent pas encore, c'est évidemment un pari, mais pourquoi se l'interdire ? La crise du Covid a montré combien une coopération et (surtout) une priorisation mondiale de la recherche a permis de gagner de temps dans la conception non pas d'un, mais de plusieurs vaccins...

On peut imaginer que l'ensemble de ces dépenses d'investissement s'élèvent, dans les premières années, à une centaine de milliards d'euros.

Pas plus ? Puisqu'on a des centaines à dépenser...

C'est déjà énorme. Le marché ne sera pas immédiatement prêt à absorber toute cette commande nouvelle, et il ne s'agit pas de provoquer une inflation ou une surchauffe incontrôlée des



secteurs économiques concernés par la transition écologique. C'est pourquoi le solde de TVE sera consacré à deux derniers blocs de dépenses.

(5) D'une part, à la **coopération internationale** en matière de transition, afin d'encourager les pays les moins vertueux ou les plus pauvres à se donner les moyens d'un développement soutenable. Il ne sert à rien de diminuer notre empreinte si celle des autres explose. Leurs projets écologiques seront donc soutenus.

(6) Enfin, le reste sera consacré au **remboursement de la dette publique**.

Je l'avais oubliée celle-là !

Et pourtant, elle est bien là !

Il resterait autour de 130 milliards d'euros qui pourraient être consacrés à, enfin, commencer à rembourser les intérêts (35 à 40 milliards par an), mais aussi et surtout le capital de nos emprunts, au lieu de continuer à s'endetter indéfiniment.

Mais certains disent l'inverse, que la dette n'est pas si grave, et ils proposent de financer les dépenses écologiques par des emprunts, ou des prêts non remboursables... Avec les taux d'intérêts actuels, presque nuls, on peut continuer à s'endetter, non ?

Tu as raison, l'endettement n'est pas un problème en soi, donc la priorité ira aux dépenses utiles, seul le solde servira à rembourser. Mais il y a de bonnes raisons de commencer le remboursement.

D'abord, l'état calamiteux de nos finances publiques est en bonne partie l'héritage des cinquante dernières années de libéralisme, durant lesquelles les administrations ont dépensé des sommes folles pour corriger, mal jusqu'à présent, les externalités du marché. Il n'est donc pas illogique de consacrer la TVE à se rembourser l'argent que la société a avancé.

Par ailleurs, les taux très faibles ne sont pas éternels. Ils finiront bien par remonter un jour, le mouvement est déjà amorcé.



Mais ces arguments sont politiques et liés à l'actualité. Or, il y a trois raisons de fond.

La première, c'est que cela permettra de libérer l'épargne, trop systématiquement orientée vers les obligations d'État, pour mieux la mettre au service des investissements verts.

Et puis, fondamentalement, l'existence d'une dette oblige à la croissance. Pour rembourser, il faut dégager davantage de recettes que ce qu'on a emprunté. Les administrations, elles aussi, poussent donc à la croissance, car il faut que leurs recettes fiscales augmentent. En remboursant au lieu d'emprunter, on contribue donc à une décroissance discrète et indolore.

Par ailleurs, réduire la dette, c'est gagner de l'indépendance face au marché obligataire. Il n'est pas sain que l'État soit à la merci de créanciers privés, surtout en pleine révolution écologique !

Enfin, le remboursement est utile pour maîtriser les risques d'inflation (rembourser, c'est détruire de la monnaie). Il est important de le faire pour compenser la création monétaire. Je te rappelle que nous proposons d'en créer beaucoup pour financer un revenu citoyen universel³.

Ok, je vois. Ça me paraît clair. C'est certain que ça fait beaucoup de moyens financiers pour réussir. Mais ça pose la question de qui paye quoi, du coup ?

LA TVA, MODE D'EMPLOI

On va s'inspirer de l'esprit de la TVA, car elle frappe tous les actes d'achat, ce qui à la fois permet de responsabiliser tout le monde, producteurs et consommateurs, et qui encourage une moindre consommation, et donc l'impératif de sobriété.

³ Voir note n°004 *Money Money Money, pour un revenu citoyen financé par création monétaire*



Mais la TVA a un gros défaut, qu'on va corriger : elle frappe tout avec un seul et même taux, ou presque. Il existe bien quatre paliers, de 2,1 % (rare) à 20 %, en passant par 5,5 % et 10 %, mais les différences sont minces et, surtout, au sein de chaque catégorie, les produits sont tous taxés d'un même taux.

Tu veux dire qu'une quiche végétarienne bio produite en circuit court est soumise au même taux de TVA de 5,5 % qu'une barquette de viande industrielle qui a roulé 850 km en semi-remorque diesel ?

Exactement !

Le second défaut, c'est que pour une entreprise, la TVA est **neutre**, car tous ses fournisseurs et tous ses concurrents sont soumis au même taux. Dans ces conditions, *seul le consommateur la paye vraiment*. En effet, il n'y a presque pas d'élasticité-prix.

En français s'il te plait ?

La TVA ne modifie presque jamais la décision d'acheter, car elle est la même pour tous les produits de même catégorie. Son seul impact, rare, est pour les plus gros achats, si le montant de TVA est élevé. Par exemple, si tu as 200 € pour acheter une télé, mais qu'avec la TVA elle coûte 240 €, c'est trop cher, tu dois acheter une télé plus petite ou garder la tienne. En termes d'incitation, on ne motive donc que le consommateur, et encore, très, très faiblement.

Et du coup, vous proposez quoi ?

On propose une **Taxe sur la valeur environnementale** (TVE), qui pèserait, comme son nom l'indique, non pas sur le chiffre d'affaires, mais sur les externalités négatives générées par chaque entreprise.

Elle sera bien appliquée, comme la TVA, sur le prix de vente, et toucherait toutes les **consommations**. Ce n'est pas la même chose que d'imposer les entreprises : l'offre et la demande, la production et la consommation, ce sont les deux faces d'une



même médaille. Imposer la consommation, c'est imposer la dynamique croisée entre les entreprises et leurs client-es.

Il s'agirait d'une taxe à **taux individuel**, pour chaque entreprise, voire, autant que possible, pour chaque produit ou service, visant à couvrir l'intégralité de l'empreinte environnementale de chaque entreprise ou chaque produit.

Elle présente 5 avantages.

Son premier avantage est la prise en compte des externalités « au réel ». En effet, **le taux de TVE de chaque entreprise, variable**, sera établi en fonction de critères environnementaux. Parmi les principaux :

- Les kilomètres parcourus par les employés et les produits en véhicule à essence (en incluant ceux liés aux délocalisations).
- La consommation d'énergies non renouvelables et de matières premières non recyclées.
- L'impact des produits et services sur la santé, l'utilisation et le rejet de produits toxiques.
- La consommation d'eau, les tonnes de déchets produits.
- La destruction de biomasse, faune et flore.
- Les émissions de chaleur des bâtiments.
- La réparabilité, la durabilité ou l'obsolescence des produits...

Le deuxième avantage est que cette responsabilisation individuelle va générer des millions **d'incitations**. En effet, avec un taux très variable d'une entreprise à l'autre, le poids de la taxe sera bien mieux partagé entre le consommateur et l'entreprise. Car avec la TVE, pour des mêmes familles de produits ou de services, l'imposition fera varier le niveau des prix entre produits concurrents. Et cela vaudra à tous les étages.

Pour le **consommateur**, le coût réel se lira mieux dans les rayons des magasins. Car, bien évidemment, le taux de TVE devra être indiqué sur chaque étiquette de prix, pour faciliter les

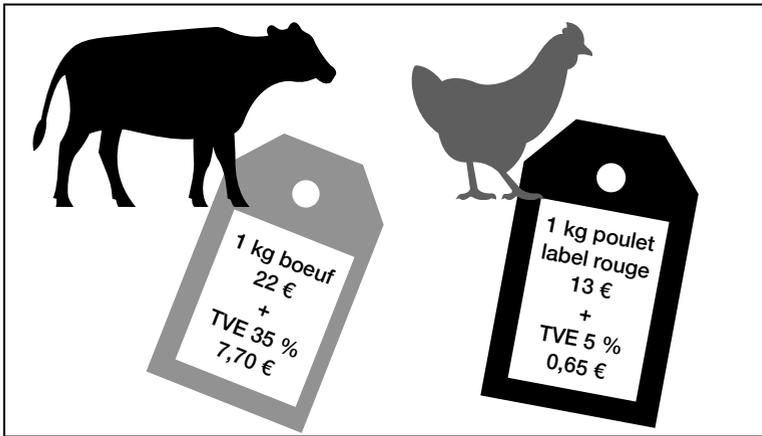


choix. On verra la différence entre une boîte de haricots industrielle et celle d'un producteur local au marché, entre un vélo et une voiture, et même entre une petite voiture et un SUV.

Je ne suis pas certain de te suivre sur tout...

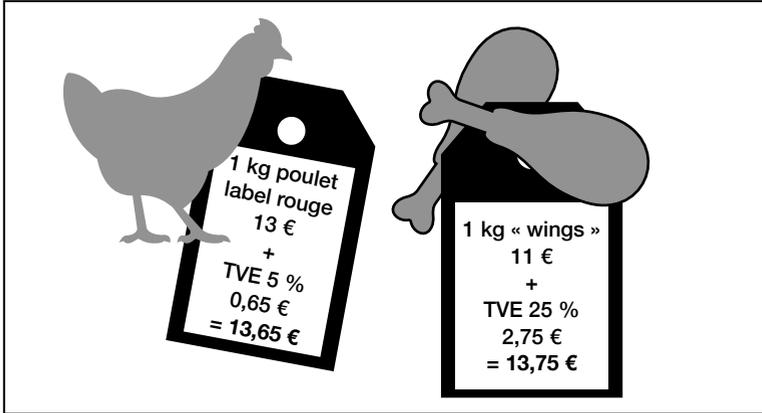
Voyons un exemple en image.

Tu te rends à ton supermarché habituel, et au rayon boucherie tu hésites entre du bœuf et du poulet. Voici les étiquettes :

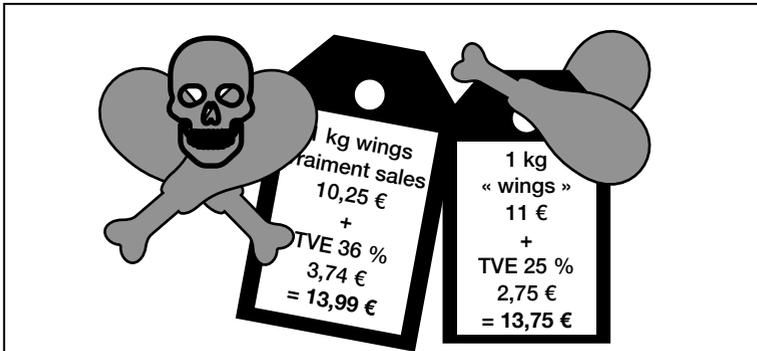


Ce sont deux produits de l'agriculture conventionnelle, élevés en grand nombre. Mais puisque le bœuf a une empreinte 7 fois plus grande, sa TVE est 7 fois celle du poulet (35 % contre 5 %). Avec 5,5 % de TVA, tu aurais payé le bœuf un peu plus de 23 €, là, il te coûte presque 30 €. Tu ne vas pas arrêter de manger de la viande, mais peut-être un peu moins de bœuf.

Tu choisis d'acheter du poulet, mais tu hésites. Vas-tu acheter un poulet entier d'un kilo, ou des « chicken wings » goût paprika, déjà préparées, hop il n'y a plus qu'à les coller au micro-ondes ? Ces dernières affichent une TVE bien plus élevée (25 % au lieu de 5 %), car il a fallu construire des machines pour découper le poulet, emballer les wings dans des barquettes en polystyrène, et puis elles viennent d'Allemagne il y a du transport...



Avec la TVA, les wings seraient moins chères, avec la TVE, les prix sont quasiment identiques : peut-être qu'en lisant l'étiquette tu te diras « *bon allez je fais un effort c'est bon pour l'environnement* ». Pour cette fois, disons que tu préfères ne pas te compliquer la vie et choisis les wings. Mais attends, dans le bac de viandes, il y a une super promo d'une marque *discount*.



Ce sont des wings toutes les deux, mais celles *discount* viennent de plus loin, sont produites dans des conditions douteuses, les poules élevées dans des hangars éclairés par une électricité issue de centrales à charbon... Alors qu'avec la TVA elles auraient été

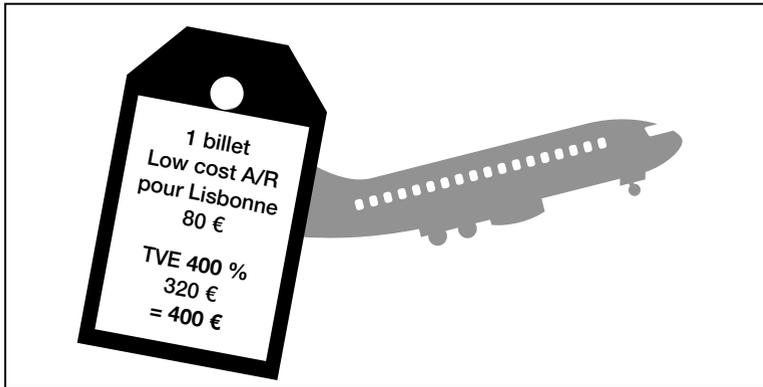


moins chères, voici qu'elles ne sont plus compétitives, ton choix se porte donc sur le moins pire des deux.

Je vois, tu es guidé à chaque étape. Mais pour les gros achats, genre les voyages, les vrais plaisirs...?

Eh bien voyons le cas typique d'un billet d'avion.

L'amplitude du taux sera infinie : elle pourra aller de quelques petits pourcents pour les activités neutres ou presque neutres, jusqu'à plusieurs centaines de pourcents pour les entreprises dont l'empreinte écologique est terrible. Comme l'aviation.



Attends, je paye 4 fois le prix du billet en taxe ????

Exactement.

Plusieurs centaines de pourcents ? Mais tu délires !

Si tu fumes ou que tu achètes de l'essence, tu y es pourtant habitué. En 2018, tu payais plus de 400 % de taxes sur ton paquet de cigarettes, et 150 % de taxes sur ton litre d'essence.

Ça ne choque pas, ou pas tant. Pourquoi ? Surement parce qu'on ne le voit pas sur l'étiquette. Mais c'est le même système.

Surtout, si l'on reste sur le cas de l'avion. Eh bien oui, prendre l'avion, dans un monde qui surchauffe, c'est un luxe. Ça ne peut pas et ne doit pas être *low cost*. Est-ce que ça veut dire pour



autant qu'on ne prendra plus l'avion ? Je te rappelle que parmi les réformes qu'on propose, il y a le revenu citoyen, 900 € par mois⁴. Ça veut donc dire qu'on pourra certainement, de temps en temps, s'en payer, des luxes. Mais en sachant que ce sont des luxes. Et peut-être un peu moins souvent. Mais de quel droit les plus grands pollueurs pourraient-ils s'exonérer de leur responsabilité ?

Ça c'est vrai, mais quand même j'ai des objections...

Vas-y.

D'abord, c'est injuste. Les pauvres ne pourront plus voyager, seulement les riches.

L'exemple de l'aviation est caricatural, mais instructif.

Oui, c'est vrai, pour les plus pauvres, c'est fini le voyage *low cost*. Mais de quels pauvres parle-t-on ? Ceux qui voyagent en low cost, ce ne sont pas les plus pauvres. Et puis surtout, attention, on est là dans l'exemple le plus extrême.

Mais la nouvelle société que l'on cherche à construire, elle n'est pas si extrême. On peut, on doit viser 0 % de pollution, mais on peut raisonnablement penser qu'on y arrivera pas avant très longtemps. Ce qui compte, c'est qu'on arrive très vite à réduire de 50 à 60 % notre empreinte, et qu'on aide les pays qui se développent à grandir sur des bases vertueuses. Si on réduit de moitié notre empreinte, tu vois bien qu'on ne fait pas disparaître tous nos luxes. La moitié, ce n'est pas tout. Il y aura des avions, il y aura de la viande, mais il y en aura peut-être moins souvent.

Et si on est très efficaces dans certains domaines, on pourra l'être un peu moins dans les autres. C'est en avançant tous le plus vite et le plus fort possible dans la transition qu'on arrivera dans un niveau collectivement satisfaisant. Ce n'est qu'en lançant la révolution écologique que l'on saura quels luxes on peut se permettre, en récompense de nos efforts. Les voyages, ou d'autres, seront peut-être parmi ces luxes. C'est à la société dans

⁴ Voir note n°004 *Money Money Money, pour un revenu citoyen financé par création monétaire*



son ensemble, selon les efforts que les consommateurs et les producteurs feront, que reviendra ce choix.

Imaginons, mais c'est un argument de long terme un peu difficile à visualiser. J'ai une autre objection plus concrète. Ton histoire de taux différenciés pour chaque produit, ça va être l'usine à gaz pour les définir ! Ça sera un bordel sans fin !

Oui et non.

Oui, bien évidemment, il y aura, avant de lancer la réforme, deux ou trois ans d'annonce et de préparation avec les entreprises, pour évaluer, par secteur, par entreprise, les contours de la taxation. Mais c'est très loin d'être insurmontable.

Déjà, il y a aujourd'hui des milliers de consultants dont le travail est précisément de mesurer et d'évaluer l'empreinte environnementale des entreprises. Ce travail, on sait le faire.

Il existe par ailleurs des centaines de travaux d'ingénieurs qui ont mesuré, modélisé les impacts par pays, par grand secteur d'activité... Ce travail, il est à affiner, mais il est préparé.

Par ailleurs, pour des milliers de toutes petites entreprises, un simple questionnaire permettra d'évaluer 90 % de leur empreinte, le reste pourra être affiné au fil des années.

C'est bien gentil, mais ça sent les erreurs tout ça...

Certes, et donc ? On ne fait rien ?

Comme pour toute réforme, et surtout pour un bouleversement d'une telle importance, il faut accepter une petite marge d'erreur, et quelques inévitables loupés individuels. Nul n'est parfait. Si on vise la perfection, en général on n'obtient rien.

Mais ne rien faire, ce serait croire que notre système fiscal actuel ne fait aucune erreur, ou qu'il est plus juste que la TVE que l'on propose... Et ça, c'est se mettre sévèrement le doigt dans l'œil.

Entre l'évasion et la fraude fiscale, dans les méandres des centaines de dispositifs différents, au fil des dizaines de milliers



de pages de Code des impôts, l'injustice du système fiscal actuel est énorme, tout profite aux plus gros, au détriment des plus petits. Alors crois-moi, ce système de taux variable, il vaut le coup d'investir dedans, parce qu'il est plus juste, et qu'il est d'une force terriblement efficace.

Car s'attaquer aux individus, à leur consommation, c'est facile, insuffisant (*cf.* les colibris) et pour tout dire, un peu injuste, quand des milliards d'euros de pub leur disent de consommer.

Mais avec le taux différencié de TVE, ce sont surtout les entreprises qui vont devoir se bouger pour trouver *le plus vite possible* des solutions.

Pourquoi ? Elles ne sont déjà incitées ?

Pas assez ! Voire, elles sont parfois subventionnées. Avec la TVE, deux systèmes vont naturellement accélérer le mouvement.

UNE TAXE QUI TOUCHE VRAIMENT LES ENTREPRISES

La responsabilité des entreprises commencera par **leurs propres achats** : être vertueuses leur permettra d'afficher un prix de sortie plus bas. Choisir des sous-traitants avec de mauvais taux de TVE voudra dire qu'au final, les entreprises pourraient être débitrices de TVE, au lieu que leur bilan fiscal soit neutre.

Hmmm what ?

La TVA est neutre, la TVE, elle, est personnalisée. Ça change tout.

Prenons un exemple simple : un magasin qui vend des boulons (*l'entreprise finale Magasin de boulons « C »*). Imaginons que ce magasin a une empreinte écologique faible (c'est une petite boutique bien isolée), mais que son fournisseur de boulons est une aciérie (*le fournisseur Usine « B »*) qui, elle, produit beaucoup



d'émissions nocives, et qui elle-même achète le minerai auprès d'une mine (*le fournisseur Mine d'acier « A »*), qui dégrade fortement l'environnement. Regarde le tableau ci-dessous, qui présente un exemple caricatural.

SYSTÈME TVA			SYSTÈME TVE		
ACTEUR	PRIX	SOLDE DE TVA	ACTEUR	PRIX	SOLDE DE TVE
Fournisseur Mine d'acier A	Vend : 100 € HT + 20 € TVA	<ul style="list-style-type: none"> Reçoit 20 € de B. Solde = paye 20 € au fisc. 	Fournisseur Mine d'acier A Taux de TVE : 60 %	Vend : 100 € HT + 60 € TVE	<ul style="list-style-type: none"> Reçoit 60 € de B. Solde = paye 60 € au Trésor public.
Fournisseur Usine de boulons B	Vend : 200 € HT + 40 € TVA	<ul style="list-style-type: none"> Paye 20 € à A. Reçoit 40 € de C. Solde = paye 20 € à Bercy. 	Fournisseur Usine de boulons B Taux de TVE : 50 %	Vend : 200 € HT + 100 € TVE	<ul style="list-style-type: none"> Paye 60 € à A. Reçoit 100 € de C. Solde = B paye 40 € au fisc.
Entreprise finale Magasin de boulons C	Vend : 400 € HT + 80 € TVA	<ul style="list-style-type: none"> Paye 40 € à B. Reçoit 80 € du client final. Solde = paye 40 € au fisc. 	Entreprise finale Magasin de boulons C Taux de TVE : 6 %	Vend : 400 € HT + 24 € TVE	<ul style="list-style-type: none"> Paye 100 € à B. Reçoit 24 € de Luc, son client final. Solde = -76 € ! « C » a collecté moins de TVE qu'elle n'en a payé. La différence est un coût !
<p>TVA totale perçue : 80 €. Chacun paye la même proportion, la TVA n'a fait que transiter dans la caisse des 3 entreprises.</p>			<p>TVE totale perçue : 124 €. Cette fois, l'entreprise C a perdu de l'argent. Et l'entreprise intermédiaire B a dû avancer le triple de trésorerie en attendant de collecter la TVE de C.</p>		



Sous le système de TVA actuel, l'impôt s'annule : chaque entreprise paye au final pile 20 % du prix du boulon en TVA. Celles qui finissent l'année avec un excédent de TVA payées sont même remboursées par Bercy.

Mais sous le système de TVE à taux variable, l'impôt s'accumule : on paye bien l'ensemble des dégradations successives. Dans notre exemple, la TVE reçue par le vendeur final est inférieure à ce que l'entreprise doit verser à l'État. Parce que ses achats cumulés sont effectués auprès d'entreprises polluées, il existe un « reste à charge » conséquent pour le vendeur final (qui ne sera pas remboursé, lui). Ainsi, l'impôt ne pèse pas que sur le consommateur.

Quant au fournisseur B, même si l'impôt reste neutre pour lui, parce qu'il est fortement pollueur, d'une part il doit faire une avance de trésorerie plus importante quand il verse sa TVE à « A », mais surtout, il sait que son prix de sortie va commencer à être très pénible pour « C », qui va hésiter à le lui acheter.

Chacun, à chaque étage, a intérêt à améliorer ses pratiques, sous peine de se faire évincer par les uns ou par les autres, y compris entre entreprises fournisseuses. En dernière analyse, si personne ne veut rogner ses marges ou changer ses pratiques, le risque est grand que ce soit le consommateur final qui finisse par évincer tout le monde en achetant ailleurs, ou n'en achetant plus du tout, si le prix devient trop élevé.

Alors que dans le système TVA, les flux d'impôt ne font que transiter par la trésorerie de l'entreprise vers les caisses de Bercy, dans le système TVE, ils pèsent partout. *C'est donc le troisième avantage de la TVE.*

Enfin, le *quatrième avantage* tient à la couverture de *l'ensemble des acteurs économiques*, y compris ceux qui ont adopté des stratégies d'évasion ou d'optimisation fiscale.

En renonçant à l'impôt sur les sociétés, injuste, pour mieux se concentrer sur l'acte de vente, via une taxe, on remet les grandes multinationales à égalité avec les autres entreprises.



Y compris les entreprises étrangères, et celles qui vendent sur internet ?

Oui tout à fait !

Celles qui le veulent pourront être évaluées finement pour un taux de TVE bien ajusté. Les plus petites ou les plus réticentes se verront appliquer un taux forfaitaire, calculé en les comparant avec les produits ou les entreprises françaises similaires.

Par ailleurs, comme les transports de marchandises sont désormais imposés via la TVE, on pourra supprimer les tarifs douaniers : chaque kilomètre parcouru sera frappé, qu'il soit effectué depuis la province ou depuis des usines étrangères.

UNE TAXE QUI INCITE TOUT LE SYSTÈME À ÉVOLUER

Enfin, le *cinquième avantage* tient à la double nature de cette taxe. Elle est prélevée pour financer des investissements de transition écologique, mais aussi pour inciter chacune des entreprises à *investir elle-même dans sa transition*.

En effet, le taux de TVE sera *réévalué chaque année*, selon un mécanisme descendant.

D'abord, on fixera l'augmentation ou la diminution générale de la cible de recettes (le montant total à prélever, en fonction des progrès de notre empreinte carbone nationale). 400 milliards pour commencer, puis chaque année, plus ou moins, selon l'évolution de notre empreinte nationale.

Ensuite, ce montant global sera réparti entre les secteurs économiques. Par exemple, si l'agriculture représente 10 % de notre empreinte environnementale, elle devra contribuer pour une cible de 10 % des 400 milliards, donc 40 milliards.



Enfin, individuellement, chaque entreprise (et ses produits) verra son taux ajusté à la hausse ou à la baisse en fonction de son empreinte de l'année précédente. Ça permet de s'évaluer collectivement, de favoriser les discussions de branche, et de responsabiliser chacun.

Regarde cet exemple illustré par les deux tableaux suivants. C'est très caricatural, réalisé avec des chiffres pifométriques, c'est juste pour illustrer les effets du mécanisme.

Empreinte environnementale de la France = 1000			
> Recettes de TVE pour la résorber = 100 milliards €			
Part agriculture 25% de l'empreinte Elle « doit » 25 milliards	Part services 25% de l'empreinte Elle « doit » 25 milliards	Part industrie 50% de l'empreinte Elle « doit » 50 milliards	
Part chimie 25% 12,5 milliards	Part sidérurgie 25% 12,5 milliards	Part textile 25% 12,5 milliards	Part transports 25% 12,5 milliards
Part route 65% 8 milliards		Part train 5% 600 millions	Part avion 30% 3,75 milliards
Air Sky #1 70% 2,7 milliards		Low cost Airlines 20% 750 millions	Cheap Travel co 10% 375 millions

Ça, c'est la situation de départ, en imaginant qu'on mette en place la TVE demain. Sur la première ligne en haut, on détermine l'empreinte de notre économie. Disons qu'elle est de « 1000 » (gigatonnes de CO², ou autre unité, peu importe). Pour la résorber, il nous faut lever, pour simplifier les calculs, 100 milliards d'euros de TVE. Comment savoir qui paye quoi ?

En 2e ligne, on divise cette empreinte nationale entre l'agriculture, les services et l'industrie, pour déterminer combien chaque secteur doit verser. Ici, on imagine que l'industrie représente 50 % de notre empreinte : elle doit donc verser 50 milliards de TVE (100 mds € x 50 %).



Ensuite, on regarde les sous-secteurs (3^e ligne). Ici, on caricature à l'extrême, avec uniquement des transports, du textile, de la sidérurgie et de la chimie. Pour suivre notre exemple, les transports pèsent 25 % de l'empreinte industrielle, leur taxe sera donc de 25 % de 50 milliards = 12,5 milliards d'euros.

Parmi les transports (4^e étage), l'avion pèse pour 30 % de l'empreinte, il doit donc 12,5 milliards x 30 % = 3,75 milliards.

Et au sein de l'aviation, *Air Sky #1*, compagnie la plus puissante, émet 70 % de l'empreinte, tandis que les deux autres, *Low Cost Airlines* et *Cheap Travel* sont à 20 % et 10 %. Il faudra donc fixer leur taux de TVE de telle sorte que si on applique ce taux à leur chiffre d'affaire, chaque compagnie verse, respectivement, 2,7 milliards, 750 millions et 375 millions d'euros.

Ok je vois.

Alors avançons dans le temps.

Le temps a passé. Nous sommes trois ans plus tard. Mauvaise nouvelle, l'empreinte de la France n'a pas encore baissé, malgré nos premiers efforts. Elle s'élève toujours à 1000. Si elle avait baissé, on aurait pu diminuer le total de TVE à prélever. Comme ce n'est pas le cas, on reste sur 100 milliards à collecter.

ANNÉE 3			Empreinte environnementale de la France = 1000		
> Recettes de TVE pour la résorber = 100 milliards €					
Part agriculture 25 >> 20% 25 >> 20 milliards	Part services 25% >> 20% 25 >> 20 milliards		Part industrie 50 >> 60% Elle « doit » 60 milliards		
Part chimie = 25% >> 25% 12,5 milliards >> 15	Part sidérurgie = 25% >> 25% 12,5 milliards >> 15	Part textile 25% >> 20% 12,5 milliards >> 12	Part transports 25% >> 30% 12,5 milliards >> 18		
Part route = 65% 8 milliards >> 11,7	Part train = 5% 600 millions >> 900 millions		Part avion = 30% 3,75 milliards >> 5,4		
Air Sky #1 70% >> 55% 2,7 milliards >> 3	Low cost Airlines 20% >> 25% 750 millions >> 1,35 mds !		Cheap Travel co 10% >> 20% 375 millions > 1 md € !		



Mais pourtant, certains ont agi et ont réduit leur empreinte. On voit dans la deuxième ligne que l'agriculture et les services se sont améliorés (flèches vers le haut), réduisant chacun leur empreinte d'un cinquième, ce qui veut dire qu'à l'échelle nationale, ils ont gagné 5 %, et donc que l'industrie, mécaniquement, pèse désormais 10 % plus lourd relativement aux deux autres. Pour ces deux là, la facture diminue donc, mais pour l'industrie, ça va faire mal.

Au sein de cette dernière (3^e ligne), la chimie et la sidérurgie sont des industries lourdes, qui n'ont pas encore réussi à s'améliorer (elles restent stables, signe « égal ») alors que le textile a su investir pour gagner en efficacité écologique (flèche d'amélioration). Moralité, comme les transports ont empiré, c'est sur eux que pèsera la part du textile (5 %).

Au sein des transports, imaginons que les trois secteurs (route, train, aviation, 4^e ligne) ont stagné, aucun n'a fait mieux que l'autre, leur part d'empreinte relative est restée stable.

Alors, qu'est-ce que ça donne au niveau des entreprises ? Air Sky #1, vieille compagnie leader, a su améliorer ses pratiques significativement. Sa part descend de 70 % à 55 % par rapport aux deux autres, car elle a supprimé des lignes domestiques, ne sert plus que des plateaux repas végétariens, et ses nouveaux avions, plus légers, consomment un peu moins de kérosène. Low Cost Airlines fait moins bien (+5 %, de 20 à 25 %), et Cheap Travel Co a doublé sa part (relative) de carbone sur ce marché de l'aviation (de 10 à 20 %).

Regarde ce que les efforts de chacune donnent en chiffres.

Sur la 3^e ligne, on voit que la chimie et la sidérurgie, même si elles n'ont pas fait pire qu'avant, vont quand même payer plus de TVE.

Pourquoi ? C'est pas logique !

Parce que comme l'industrie en général fait pire que le reste de l'économie, il faudrait qu'elles aient fait des progrès pour compenser. On voit par exemple que le textile, qui a réduit son empreinte de



20 % (en passant de 25 % à 20 %), n'économise que 500 millions de taxe, soit seulement 4 % d'économie.

Pour ceux qui régressent, comme l'aviation, c'est pire : son empreinte augmente de 20 %, mais sa taxe prend presque 50 % de hausse !

C'est injuste non ?

Ce sont les mathématiques qui sont injustes, pas la taxe. Ça veut juste dire que plus on effectue rapidement sa transition, avant les autres, plus on économise de taxe, et donc plus on est concurrentiel par rapport aux autres.

C'est un immense effet d'entraînement. Tu peux le voir tout en bas de la pyramide, au niveau des entreprises. Si l'une agit très bien (Air Sky #1), il n'empêche que sa part augmente quand même un petit peu.

Là encore c'est injuste !

Oui et non.

Certes elle payera un peu plus, mais : d'abord, c'est largement préférable à la position des deux autres, qui voient leur taxe multipliée par deux et par trois. Ce qui veut dire que Air Sky #1 pourra probablement leur prendre des parts de marché, ses prix étant plus compétitifs. Les vertueux peuvent évincer peu à peu les mauvais joueurs.

Et ensuite, cela veut dire que les entreprises d'un même secteur ont intérêt à coopérer ensemble pour que collectivement, leur secteur soit plus compétitif (c'est-à-dire moins polluant) que les autres secteurs (c'est vrai aussi aux étages supérieurs : les transports ont intérêt à faire mieux que la sidérurgie, la chimie et le textile, et l'industrie doit essayer de faire mieux que l'agriculture et les services. On a donc une incitation individuelle pour chaque compagnie, des incitations collectives pour chaque secteur, en plus de l'incitation globale des consommateurs.

Ça va être la course à la transition ?



C'est l'objectif !

Et même mieux, le vrai objectif, à terme, c'est une forte diminution du montant total de TVE. Une fois notre empreinte significativement réduite, une fois la transition accomplie, elle n'aura plus vocation qu'à couvrir les dépenses de fonctionnement des services environnementaux. Chacun a donc intérêt à ce que nous sortions collectivement de l'impasse écologique, et que nous bénéficions ensuite d'impôts allégés, et d'une économie plus efficace.

Ce n'est pas trop violent ?

Tu veux épargner les entreprises maintenant ?

N'oublie pas qu'avec la suppression des impôts et des cotisations sociales, on laisse aux entreprises un énorme bénéfice d'ensemble (il y aura au total 200 milliards d'euros d'impôts divers en moins, et 200 milliards d'euros de dépenses publiques en plus pour soutenir la transition⁵). Cet argent, elles pourront l'investir dans leur révolution écologique. Par le jeu de la concurrence, chaque entreprise sera incitée à améliorer sa production, plutôt qu'à encaisser cet argent par effet d'aubaine.

C'est aussi un système qui n'impose rien, qui flexibilise l'appareil économique pour laisser chacun réaliser lui-même ses corrections, ou payer pour qu'on les compense à sa place.

On guide ainsi l'émergence d'une nouvelle société de consommation, probablement plus sobre, abondante en produits à très faible impact environnemental, les produits nocifs devenant de vrais luxes, plus rares.

Il me semble que chacun est donc armé pour avancer, que l'on joue sur le plus grand nombre de tableaux possible.

***Effectivement, sur le papier, ça a l'air intéressant.
Mais quel bordel ! Comment convaincre d'un tel
changement ?***

⁵ Voir note n°002 *Win Win Win, pour un New Deal écologique*



*Tu as raison, c'est un chantier, mais le changement est à ce prix.
Faisons donc une courte pause, et dans le dernier chapitre on va
prendre un peu de hauteur et voir la place de la TVE dans la
société dans son ensemble.*



Le tri sélectif

La TVE est une taxe d'un nouveau genre, qui change tout, parce que c'est le premier impôt parfaitement pensé pour ce qu'est devenu l'économie.

Jusqu'à présent, l'économie, c'était la gestion de la rareté. Chacun essayait de maximiser sa part d'un petit gâteau. Avec l'industrialisation, ce gâteau est devenu énorme et les parts ont augmenté (même si les plus riches ont une part toujours plus grosse). Le problème, c'est que ce gâteau est si grand que la planète est devenue diabétique. La chance, c'est que nous disposons d'atouts scientifiques, technologiques, numériques et énergétiques sans précédent dans notre histoire.

Notre économie est passée de l'ère de la rareté à l'économie d'abondance. Abondance de biens, crise environnementale, abondance de solutions, les échelles se percutent parce qu'elles



sont inédites. Or, rien, dans nos outils économiques, ne nous permet de gérer l'abondance *ni en tant que problème, ni en tant qu'opportunité*. On ne sait viser que la croissance, ce qui n'a rien à voir.

CROISSANCE, DÉCROISSANCE ET ABONDANCE : BIENVENUE DANS LE NOUVEAU MONDE

La TVE, c'est l'outil de régulation de l'abondance. Elle est d'autant plus nécessaire que, paradoxalement, pour résoudre la crise climatique, nous devons *investir* des milliards, dépenser encore et toujours.

La TVE, c'est le pendant nécessaire de la forte injection d'argent dans l'économie (création monétaire, suppression d'impôts, investissements) : il faut qu'elle nous permette de viser une production plus *sélective*. La TVE doit assurer que la croissance que notre injection monétaire va produire ne nous précipite pas vers davantage de consommation polluante, mais qu'elle soit, au contraire, une motivation supplémentaire pour mieux sélectionner nos achats.

Tu veux dire la décroissance ? Tu vas te faire des ennemis, là !

Non, car si la croissance est destructrice, la décroissance à marche forcée n'est pas davantage possible : elle ruinerait notre économie, qui a tout misé sur la fuite en avant de la croissance.

Avec la TVE, on prend une voie intermédiaire. On disposera enfin d'argent pour financer la révolution écologique, mais tous ceux qui n'entreprendront pas leur propre et seront « punis » par la hausse de la taxe. Les consommateurs, s'ils ne choisissent pas des produits propres, verront leur pouvoir d'achat se réduire



progressivement. Quant aux entreprises, les plus polluées seront victimes d'une augmentation de leur prix (et d'une sévère concurrence entre elles), tandis que les plus vertueuses verront leur imposition encore diminuer, via un taux de TVE qui pourra être inférieur aux taux actuels de TVA. Chacun, entreprises comme ménages, sera à égalité devant ses responsabilités.

Ainsi, c'est bien ni la croissance, ni la décroissance que l'on recherche : c'est la production la plus importante possible de biens et services à empreinte écologique faible, neutre, voire positive, et la réduction la plus importante possible de biens et services polluants, au rythme le plus rapide possible, celui que tous les acteurs assumeront avec leur portefeuille.

Un portefeuille, placé rappelons-le, à l'abri des questions de subsistance par les baisses d'impôt et le Revenu Citoyen⁶. La TVE permettra ainsi d'atteindre un équilibre entre nos choix de consommation et nos choix de bien-être : l'argent augmente pour vivre mieux, mais pas pour continuer à détruire notre écosystème.

Ça n'a peut-être l'air de rien, mais c'est un changement de paradigme. Avec la TVE, la hausse / baisse sélective des prix grâce aux critères environnementaux neutralise l'idée même de croissance. Ce n'est pas produire plus qui compte, c'est produire mieux. La seule « croissance » qui compte, c'est celle de notre empreinte écologique. De fait, le seul « développement » qui deviendra possible sera « durable » ou ne sera pas.

Mais tout le monde est attaché à la croissance. Pour toutes sortes de raisons, bonnes ou mauvaises, mais tu ne peux pas dire à des gens qui ont des bonbons dans les mains « mange un salsifi »... Qui peut renoncer au confort actuel ?

Mmmm... Encore une fois, il ne s'agit pas de renoncer, mais de trier davantage. Et, en réalité, ce n'est pas à la croissance que les gens sont attachés.

⁶ Voir notes n°002 et n°004



Ils sont attachés à leur emploi, et la transition écologique va en créer par centaine de milliers. Ils sont attachés à leur revenu, qui va augmenter avec le revenu citoyens. Et ils sont attachés à leur confort, leur « qualité de vie ». Or, grâce à la TVE, la société de consommation ne va disparaître, elle va s'auto-réguler.

La TVE ne va pas tout supprimer, elle va permettre d'atteindre *le plus vite possible* le seuil souhaité de réduction de notre empreinte. 60 % de réduction de notre empreinte, ça ne veut pas dire renoncer à tout.

Une fois cet objectif atteint, peut-être déciderons-nous alors, démocratiquement, d'aller plus loin, d'aller vers une empreinte zéro, mais en attendant nous ne nous priverons pas. On pourra augmenter la production de certains biens, si c'est à empreinte écologique neutre ou positive. On encouragera la mutation de nombreux secteurs. On ne pourra pas faire accomplir la transition à toutes nos activités, mais on pourra se permettre quelques luxes.

C'est quoi les autres solutions ?

Aujourd'hui, on tente de gérer cela avec des solutions « de marché », comme le marché du carbone qui attribue des permis de polluer, que les entreprises vertueuses peuvent revendre. Sinon, il faut espérer que les normes changent, comme l'interdiction récente des voitures thermiques, mais elles mettent vingt ans à s'appliquer. Et si tu as d'autres solutions, dis-nous lesquelles !

Parce qu'à l'heure actuelle, on n'arrive même pas à se priver de *glyphosate*, une substance pourtant *toxique* !

Avec la TVE, on peut agir vite, de façon juste, en mettant chacun devant ses responsabilités.

Après des décennies de tâtonnements, d'incitations inefficaces, il faut être clair. Désormais, il ne peut plus y avoir de permis de polluer, il ne peut plus y avoir de subvention aux secteurs polluants, comme c'est encore le cas aujourd'hui.



Toutes les pollutions sont des externalités négatives, il n'y a aucune raison, aucune justice, aucun argument qui justifie de faire peser sur autrui les conséquences de ses actes. Pour les comportements polluants, comme pour tous les autres comportements fautifs en société, c'est la réparation intégrale du préjudice qui est due.

Ce n'est qu'à cette condition que la croissance est envisageable :
la responsabilité environnementale 100 %.

Certes, cette ébauche de TVE doit être discutée, approfondie, précisée. Mais cette proposition réconcilie abondance et responsabilité, confort et sobriété, croissance et décroissance.

C'est un bon début, non ? Viens creuser avec nous.

Tu as aimé ? Soutiens-nous.

Cette note est un dialogue,
elle veut devenir une vraie conversation.

Parles-en à tes proches.

Même à mémé.

Inscris-toi à nos réseaux et partage.



Mieux encore, rejoins-nous.

Adhère à notre association sur :

www.lesinktank.org

Montre que tu veux autre chose.

Nous avons besoin de toi.

« C'est pas vrai, encore un impôt ? »
« Vous voulez augmenter les impôts, c'est ça ? »
« C'est la TVA sociale ? »
« Ça veut dire quoi "vs" ? »
« Vaudrait mieux une taxe carbone. »
« Vaudrait mieux lutter contre l'évasion fiscale. »
« Vaudrait mieux rétablir la peine de mort. »
« Moi j'aime pas les impôts »

Parler d'impôt, c'est parfois un peu confus. C'est pas avec la Taxe sur la Valeur Environnementale (TVE), cette taxe complètement dingue, qu'on va améliorer les choses.

Euh, si, pardon.



**REFAIRE LE MONDE
PLUTOT QUE LE DÉTRUIRE**

Une note du **Sink Tank**,
think tank citoyen pour
une révolution écologique.

www.lesinktank.org